

Convention collective

IDCC : 9341. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(HÉRAULT)**

(28 février 1952)

(Etendue par arrêté du 17 juillet 1954,
Journal officiel du 10 août 1954)

AVENANT N° 161 DU 28 NOVEMBRE 2006

NOR : *AGRS0797125M*

IDCC : 9341

Entre :

Le groupement des employeurs de main-d'œuvre agricole,

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;

Le syndicat des producteurs de raisins de table ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles (SNCEA) CGC, section de l'Hérault ;

Le syndicat des salariés des productions coopératives de l'agriculture, des industries et de l'artisanat alimentaires (SGA) CFDT de l'Hérault ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation, FO, interrégion Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture, CFTC, section de l'Hérault,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 18 du chapitre VI de l'annexe relative aux cadres des exploitations de l'Hérault est complété comme suit :

« Complément de garantie santé des cadres

Les employeurs de salariés relevant de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres du 2 avril 1952 doivent adhérer au

contrat Top Santé géré par la CPCEA, Institution de Prévoyance sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, et régie par les dispositions de l'article L. 727-2-II du code rural.

Top Santé assure une prise en charge supplémentaire des dépenses de santé, comme indiqué ci-après :

Tableau des garanties

(Voir page suivante.)

	Remboursements surcomplémentaires TOP SANTE (facultatif) (1)
Hospitalisation (médicale, chirurgicale) <i>Secteurs conventionné et non conventionné</i> <ul style="list-style-type: none"> ● Frais de soins et de séjour ● Forfait journalier hospitalier ● Chambre particulière ● Frais d'accompagnant 	100% FR (3) - 100 % FR limité à 60 j / an / bénéficiaire 20 € / j limité à 60 j / an / bénéficiaire
Maternité <i>(s. conventionné et non conventionné)</i> <ul style="list-style-type: none"> ● Frais de soins et de séjour ● Chambre particulière ● Prime de Naissance / Adoption ● Prime de Séjour 	- - 191.63 € par enfant pour les 2 premiers 287.52 € à partir du 3 ^{ème} 9.45 € par jour d'hospitalisation
Psychiatrie <i>(s. conventionné et non conventionné)</i> <ul style="list-style-type: none"> ● Frais de soins et de séjour ● Chambre particulière ● Forfait journalier hospitalier 	- - -
Frais médicaux <ul style="list-style-type: none"> ● Honoraires médicaux (6) <ul style="list-style-type: none"> - conventionné - non conventionné ● Auxiliaires médicaux, analyses ● Radiographie ● Soins, actes techniques (6) ● Fourniture médicale et pansements <ul style="list-style-type: none"> - Prise En Charge (PEC) acceptée - PEC refusée ● Petits appareillage / Gros appareillage (prothèses orthopédiques ...) <ul style="list-style-type: none"> - PEC acceptée - PEC refusée ● Petits appareillage / Gros appareillage (prothèses orthopédiques ...) <ul style="list-style-type: none"> - PEC acceptée - PEC refusée ● Prothèses auditives 	100 % FR (3) - 100 % FR (3) 100 % FR (3) 100 % FR (4) - 200 % BR (5) - 200 % BR (5) - Crédit de 383.41 € / an / bénéficiaire
Pharmacie <ul style="list-style-type: none"> ● Vignettes "blanches" ● Vignettes "bleues" ● Médicaments non remboursables (vaccin anti grippal HN ...) 	- - -
Frais de transport <ul style="list-style-type: none"> ● Tout transport pris en charge 	100 % FR (4)
Optique (2) <ul style="list-style-type: none"> ● Verres, monture et lentilles PEC acceptée ● Lentilles PEC refusée 	Crédit de 244.27 € / an / bénéficiaire Crédit de 290 € / an / bénéficiaire
Dentaire <ul style="list-style-type: none"> ● Prothèses dentaires <ul style="list-style-type: none"> - PEC acceptée - PEC refusée ● Orthodontie <ul style="list-style-type: none"> - PEC acceptée - PEC refusée 	140 % BR Crédit de 202.91 € / an / bénéficiaire 200 % BR Crédit de 383.41 € / an / bénéficiaire
Autres <ul style="list-style-type: none"> ● Cures thermales <ul style="list-style-type: none"> ● Honoraires (surveillance médicale) <i>(s. conventionné et non conventionné)</i> <ul style="list-style-type: none"> ● Frais balnéaires, forfait thermal, pratiques thermales supplémentaires - PEC acceptée - PEC refusée ● Transport et hébergement 	100 % FR (3) - Prime de 191.63 € / an / bénéficiaire Prime de 191.63 € / an / bénéficiaire -

Notes du tableau :

PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale.

TR : tarif de responsabilité.

TC : tarif de convention.

TA : tarif d'autorité.

TM : ticket modérateur.

FR : frais réels.

BR : base de remboursement : désigne l'ensemble des éléments tarifaires sur lequel le régime de base applique un taux (de 0 à 100 %) pour déterminer le niveau de son remboursement.

BR C : base de remboursement secteur conventionné : base de remboursement appliqué au secteur conventionné (établissement ou praticien).

(1) Remboursements effectués sur la base du tarif de responsabilité et limités aux frais réels.

(2) Pour l'ensemble du poste optique, un seul crédit de 290 € peut être accordé par an et par bénéficiaire.

(3) Si secteur conventionné, le remboursement comprend la part obligatoire + Santé + TOP Santé. Si secteur non conventionné, le remboursement est égal à 90 % des frais réels (part obligatoire + Santé + TOP Santé) limité à 300 % du TC (ou selon à 90 % des frais réels limité à 300 % de la base de remboursement de convention).

(4) Le remboursement comprend la part obligatoire + Santé + TOP Santé.

(5) Ici BR = TR.

(6) Y compris optique et dentaire.

Le financement de cette garantie est assuré par une cotisation mensuelle de 42,40 € répartie à hauteur de 10 % par l'entreprise et 90 % par le salarié. »

Article 2

Sont annexées à cet avenant les conditions générales du produit Top Santé qui s'appliquent dans leur intégralité.

Par ailleurs il est rappelé que conformément aux dispositions de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, les chômeurs, les invalides et les retraités peuvent continuer à bénéficier de la garantie Top Santé, s'ils en font la demande à la CPCEA.

Article 3

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires du présent avenant, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

Article 4

Le présent accord, adopté pour une durée de 1 an, est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des deux parties au moins 3 mois avant la date anniversaire de son entrée en vigueur.

Article 5

Ces dispositions prennent effet au 1^{er} octobre 2006.

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Montpellier, le 28 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)